

LA RÉSI STANCE SE MET EN PLACE CONTRE LE PROJET DE CARRIÈRE

En lançant, comme par hasard à la veille des vacances, l'enquête publique pour le projet de carrière du groupe privé La Ligérienne granulats, - 62 ha au centre de gravité de plusieurs groupes de maisons individuelles de Mardié et de Donnery pour une extraction en 25 ans de 3 000 000 de m³ de matériaux alluvionnaires etc. - le secrétaire général de la Préfecture a pris la lourde responsabilité d'"allumer le feu" au sein de deux villages qui rêvent de tranquillité. Venant après les menaces pressantes de déviations routières projetées par le Conseil général, cela résonne comme une "déclaration de guerre". D'ores et déjà, la résistance s'organise activement, pas un seul habitant n'étant prêt à accepter cette insupportable dégradation préluant la mort de la ruralité de leurs territoires.

A la réunion publique de Mardié le 11 juin, devant 120 personnes, le refus du conseil municipal était soutenu par les maires de Donnery, de Chécy, de Bou, de Combleux et de Boigny, et par le Conseiller général du canton de Chécy. Même le maire de Saint-Denis-de-l'Hôtel s'alarme du supplément de trafic camions qui serait imposé dans son bourg !

Les associations MARDI EVAL, AQVD et CDR ont décidé d'unir leurs forces dans la mobilisation, et préparent les premières actions. Elles seront aussi soutenues par celles de plusieurs villages voisins.

La prochaine Lettre du Castor reviendra de façon plus complète sur l'ensemble des motifs qui justifient ce refus déterminé et définitif. Le projet avait fait l'objet du N° 37 en septembre 2009.

Sur beaucoup de points critiques, le dossier présente des lacunes inacceptables, ou évoque des solutions non crédibles. L'"impasse" la pire est celle qui concerne le système hydrogéologique souterrain complexe et fragile qui serait, pour le moins, gravement perturbé et pollué.

Environ 1500 personnes domiciliées à moins de 1500m du projet verraient leur existence durablement "pourrie" par les diverses nuisances ; et leur bien immobilier perdre une grosse partie de sa valeur.

Mais pour les citoyens de Mardié, commune de la coupure verte de l'AggLO, ce ne serait que la partie immédiatement perceptible de l'iceberg. Le plus grave resterait à venir :

En autorisant la carrière, le représentant de l'Etat "s'essuierait les pieds" sur le SCOT de cette AggLO, à peine approuvé : celui-ci pérennise en effet la "Coupure verte" ("ceinture boisée") sur Mardié et désigne la Ferme de l'Étang comme espace à préserver ! La crédibilité du SCOT serait réduite à néant, livrant l'aménagement de Mardié à l'anarchie des intérêts privés mercantiles.

En plus, il témoignerait de l'ignorance délibérée de la Charte du Patrimoine mondial, et participerait à la dégradation de la biodiversité du Val de Loire NATURA 2000, compte tenu de la complémentarité de ce territoire avec le fleuve très proche.

Tout cela pour qui, pour quoi ? Au nom de quels intérêts économiques ?

L'activité de carrier, très peu pourvoyeuse d'emploi (quelques unités à Mardié), consiste avant tout à se faire attribuer des "rentes" aux meilleurs emplacements. C'est alors une "cash machine" qui doit dégager au moins 20% de marges. 80% des granulats servent aux projets routiers et logistiques, ou encore aux ouvrages de T.P. La plupart ne nécessitent pourtant pas de granulats alluvionnaires "nobles".

Depuis la fin de l'A19, le Loiret, excédentaire, livre vers Paris. Il s'agit donc de pérenniser la rente ! D'où les intérêts croisés des trois "lobbys" : routier/logistique, B.T.P., carriers... qui nous ramène aux projets de déviation du Conseil général : Les carrières justifient les transports qui justifient les routes qui justifient les carrières, etc. : le tour est joué : la rente paye.

A contrario, l'intérêt général est de continuer à modérer les transports routiers et d'économiser celles des routes nouvelles dont il apparaît qu'elles n'ont pas d'utilité publique réelle : ce sont les préconisations du Grenelle de l'environnement, il faut maintenant les mettre en œuvre !

Correspondant : Jean-Marie Salomon 06 08 70 67 37

